

Ne touchez pas les salaires, les pensions, les libertés et les droits.
OUI AU FUTUR
NO AU RECUL

La CGIL a convoqué pour samedi 4 avril une grande manifestation nationale à Rome pour faire connaître ses propositions contre la crise, contre l'accord séparé sur les règles de la négociation et pour affirmer que **droits inégaux = Moins de droits pour tous**.

Parce que nous voulons :

la régularisation des travailleurs immigrés, pour combattre le travail au noir et pour considérer l'immigration comme une ressource pour le développement ;

la réforme de la citoyenneté, pour confirmer la nécessité d'une vraie extension de la citoyenneté, à commencer par ceux qui sont nés en Italie, pour une société interethnique ;

le droit de vote administratif, pour surmonter les discriminations, pour une société plus démocratique ;

la suspension des effets de la Loi Bossi-Fini en cas de perte d'emploi pour crise d'entreprise : les travailleurs immigrés (plus de 2.300.000) vivent et travaillent dans le respect de nos lois, en produisant 10% du produit intérieur brut, en payant leurs impôts (plus de 11 milliards de contributions directes et de cotisations en 2007) et en construisant leur avenir dans ce pays ; il n'est pas acceptable qu'en perdant leur emploi, ils perdent aussi leur permis de séjour, en devenant des irréguliers à risque d'expulsion et de chantage de la part de quiconque ;

la réunion avec la famille, pour rompre les conditions de solitude et de précarité des familles immigrées, parce qu'elle représente le meilleur investissement sur le futur d'une immigration légale ;

une vraie politique d'asile, qui respecte la Constitution et les engagements qui ont été signés au niveau international ;

un modèle contractuel, qui garantisse la même dignité des travailleurs dans les entreprises.

Parce que nous ne voulons pas :

l'accord séparé sur les règles pour la négociation, qui réduit les salaires, les protections sociales, les droits et le travail. Il ne garantit pas la négociation de second niveau dans les petites entreprises dans lesquelles travaillent beaucoup d'immigrés ;

le permis de séjour à points, qui introduit un système confus de mérites d'"intégration" sous peine de révocation du permis de séjour ;

le paiement de 200 € pour renouveler le permis de séjour : une formalité due par droit/devoir qui coûte déjà 75 € avec des délais très longs pour la remise de permis qui sont déjà très souvent expirés ;

le délit de clandestinité : une conséquence inévitable lorsqu'il n'y a pas d'entrée pour la recherche d'un emploi et vu l'échec évident du décret sur les flux ;

l'abolition de l'interdiction de communication de la part du personnel médical des patients sans permis de séjour, pour affirmer le droit aux soins pour tous comme le prévoient la Constitution et les normes internationales pour défendre la santé de la collectivité ;

les rondes dans les quartiers, pour ne pas diviser la population, pour ne pas créer des peurs injustifiées, pour ne pas remplacer le rôle de l'Etat.

Pour participer tu peux t'adresser à la CGIL de ta ville

Comité National Immigrées/és - CGIL